

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

DU JOURNAL,

Rue Perez Castellanos 162.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on adressera les lettres et avis à M. JH. REYND propriétaire gérant.

HONNEUR ET PATRIE !

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS PAR MOIS.

MONTEVIDEO.

13 DECEMBRE 1849.

LA LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Les royalistes de toutes couleurs, les démagogues de toutes nuances ont fait grand bruit de la lettre du président, ils croyaient encore l'occasion venue d'avoir une journée. Mais tous les cœurs sincères, toutes les âmes pures se sont rangées autour de l'auteur de ce document, auquel on pourra peut-être reprocher d'être entaché d'une certaine inconstitutionnalité, ce qui ne l'empêchera pas de rester comme un monument de dignité nationale.

Quelques journaux seulement, et *La Presse* est du nombre, servaient d'auxiliaires aux agitateurs, tandis que tous les autres organes de l'opinion publique éclairaient les manœuvres anarchiques, aidés qu'ils étaient par le bon sens public, pour constater l'infime minorité de ceux qui tentent en vain d'entraîner le peuple dans les voies sanguinaires et désastreuses, de l'anarchie et des bouleversements.

La nation en votant pour Louis Napoléon, a voulu sincèrement rompre avec le système d'abaissement de la France au dehors et de ruines au dedans, et c'est ce qu'a parfaitement compris et expliqué, le président en écrivant que : « la France ne vend pas ses services, mais qu'elle exige au moins qu'on lui sache gré de ses sacrifices et de son abnégation. » C'est ce langage digne et ferme, qui nous a arraché ce cri : encore une espérance de plus !

Tous ceux de nos compatriotes qui veulent sincèrement le triomphe de la justice et de l'humanité, le retournement de l'influence française, le respect au pavillon français sur les rives de la Plata; tous ces bons patriotes, ont fait chorus avec nous, en ajoutant ce motif d'espérer à tous ceux qu'ils avaient déjà.

Le président ne l'a-t-il pas écrit ? « on ne doit pas permettre qu'à l'ombre du drapeau tricolore on commette aucun acte qui puisse dénaturer le caractère de notre intervention..... » Ces nobles paroles ne sont elles pas tout aussi bien applicables à l'intervention dans la Plata, qu'à celle d'Italie ?

N'est-ce pas dénaturer notre intervention dans la Plata, que donner au général Orléans le titre de président, et ce lui de gouvernement de fait au pouvoir légalement constitué ?

N'est-ce pas encore arbitrairement dénaturer notre intervention que d'obliger le représentant d'une république amie de la France, à s'embarquer sur un navire italien, quand on pouvait lui offrir un passage à l'ombre du pavillon tricolore ?

Eh ! bien, nous croyons, nous, que ces lignes généreuses recevront ici une application prochaine, et on le croira comme nous, surtout si on les rapproche de ces mots du manifeste de Louis Napoléon Bonaparte se présentant comme candidat à la présidence de la République : « Une grande nation doit se taire ou ne jamais parler en vain. » On acquerra la certitude que le premier magistrat de la République, secondant les intentions de l'Assemblée Nationale, saura rappeler à Rosas, que la grande nation française le somma de s'arrêter sur les bords de l'Uruguay, il y aura sept ans, dans quatre jours, et qu'il passa autre.

Nous aimons à croire, que ce n'est pas un ministre nommé par le président de la République Française, qui eût permis de commettre en présence du pavillon tricolore, un acte de mépris pour la France, et pour les traités qu'elle avait signés. Que ce n'est pas un amiral choisi pour Louis Bonaparte, qui eût laissé impunément jeter à ses pieds et à l'ombre du pavillon tricolore, la tête de l'infortuné Varangot. Que ce n'est pas un consul envoyé par l'élu de la nation, qui eût envisagé de sang froid, les supplices atroces subis par les Légionnaires Français tombés au pouvoir d'Orlèans. Oh oui ! nous aimons encore à penser que l'insulte faite au pavillon de la France, arboré par l'*Astrolabe*, ira droit au noble cœur de l'auteur de la Jet-

tre qui nous occupe, car il a parlé comme la France doit parler.

Cette lettre, est avec le vote du 30 av, les deux plus grandes preuves pour nous, que notre pays est enfin sorti de l'ornière où il fit une halte dure dans la boue.

Nos lecteurs nous sauront gré, je pense, de mettre sous leurs yeux, l'opinion des divers journaux qui sont parvenus, au sujet de cette lettre qui nous a causé la plus vive satisfaction.

« Pour bien juger, dit *La Patrie*, la 1re adressée par M le président de la République à M. Edgard Ney, il faut se reporter aux premiers actes de notre intervention à Rome. Dans quel but sommes-nous intervenus ? Voulions-nous, comme l'affirmaient les feuilles diaboliques, faire de la révolution à Rome ? Voulions-nous rétablir l'ancien régime avec tous les abus ? Non ! à coup sûr ! Si telle avait été notre intention, nous pouvions à coup sûr nous épargner les 50 millions que nous coûta probablement notre intervention. Nous n'avions qu'à laisser faire les Autrichiens, les Espagnols et les Napoléoniens. »

Europe.

FRANCE.

Paris, 28 septembre.

Il faut espérer que la question de la Plata va prochainement recevoir une solution. Le rapport de M. Le Prédour qui, avec de bonnes intentions, avait signé un projet de traité désastreux, l'evoqua à Montevideo de M. Rossini Desfossés, dont on vante l'énergie, semblaient annoncer que cette solution sera conforme à notre honneur et

le cœur trop bien placé pour qu'il en soit autrement. Du reste, cette question, que le gouvernement de Buenos Ayres a toujours pris à tâche d'obscurcir, est, en elle-même, très simple et très claire. Nous la trouvons exposée complètement en quatre pages excellentes que M. Derafaudis, notre ancien plénipotentiaire, qui a laissé de si honorables souvenirs dans la Plata, a placées dans un livre actuellement sous presse, intitulé : *Questions diplomatiques et particulièrement des travaux et de l'organisation du ministère des affaires étrangères*.

Nous citons ce passage avec plaisir. Les fonctions que l'auteur a remplies donnent à cet écrit une autorité toute particulière :

(Extrait d'un mémoire sur Montevideo.)

Mars 1847.

Tant que Montevideo a dépendu de l'ancienne vice-royauté de Buenos Ayres, cette ville n'était considérée que comme un point militaire dominant l'entrée de la Plata. On la désignait sous le titre de *Presidio* (ville de garnison). Elle n'avait aucune espèce d'importance commerciale. Sa population ne s'élevait qu'à 6 ou 7,000 âmes. Elle était, en un mot, dans le même état de faiblesse et de pauvreté où languissaient toutes les autres villes de la vice royauté, sauf Buenos Ayres, aux intérêts de laquelle les lois et l'administration coloniales avaient tout sacrifié.

La chute de la domination espagnole n'avait pas beaucoup changé cet état de choses. Buenos Ayres, au milieu de toutes les modifications de forme et de langage qu'exigeaient dans la direction du gouvernement les circonstances nouvelles, n'avait rien négligé pour maintenir son monopole commercial au détriment de Montevideo, comme à celui de toutes les autres villes argentines.

Le Brésil, pendant le temps qu'il a eu la Bande Orientale en son pouvoir, s'était montré plus libéral. Mais la Bande Orientale avait été trop tôt ravagée par la guerre que se sont faite pour sa possession l'Empire et la république argentine.

Ce n'est qu'à la suite du traité de 1828, par lequel les deux contendans ont reconu de commun accord l'indépendance de la république Orientale, que Montevideo a pu manifester, avec autant d'éclat d'ailleurs que de rapidité, ses dispositions merveilleuses à l'agrandissement et à la richesse. Malgré les terribles ravages exercés avant ce traité sur son territoire, pendant une succession, pour

ainsi dire, non interrompue, de guerres civiles et étrangères, et malgré les troubles presque continuels excités depuis dans sa population, par les intrigues de Buenos Ayres, qui (surtout depuis l'avènement de Rosas) a constamment tendu à déchirer le traité de 1828 à son profit. Montevideo, dix années seulement après son affranchissement, dans l'année 1838, a commencé à offrir le spectacle d'un développement de richesse inouï.

On a attribué cette prospérité au blocus que la France a mis alors devant Buenos Ayres, et je crois devoir, avant d'aller plus loin, m'inscrire contre cette assertion généralement admise. Elle est complètement démentie par les faits qu'on n'a pas pris la peine de consulter. Que le blocus de Buenos Ayres, en concentrant l'attention des spéculateurs sur Montevideo et en rendant impuissantes les intrigues de la première de ces villes contre la seconde, ait été pour celle-ci un incident très favorable, c'est ce qui ne saurait se nier. Mais le développement du commerce et de la richesse de la république de l'Uruguay, qui a pu recevoir l'impulsion de cet incident, ne saurait s'expliquer suffisamment par lui. La preuve, c'est que ce développement a continué après la levée du blocus, en 1841 et en 1842 ; il ne s'est arrêté qu'en 1843, lorsque l'armée argentine a envahi le pays.

La prospérité si étonnamment progressive de Montevideo, pendant les seules cinq années (de 1838 à 1842) où cette ville a joui plus ou moins pleinement de la paix intérieure et d'une existence indépendante, s'explique par des causes plus réelles et plus durables.

1^o Montevideo, situé à l'entrée de la Plata et offrant aux bâtimens de commerce un port formé par une petite baie, où le mouillage est suffisamment sûr et où les communications avec la terre sont presque toujours faciles, sous ce double rapport des avantages précieux et incontestables sur tous les autres ports du fleuve, notamment sur celui de Buenos Ayres, qui a les inconvénients directes, mais opposés.

2^o La Bande Orientale, bornée à l'est, au sud et à l'ouest par la Plata et l'Uruguay, traversée en outre par un grand nombre de rivières de moindre étendue, mais qui passeraient pour assez considérables en Europe, sillonnée enfin et en tous sens par une multitude de ruisseaux, est d'une fertilité prodigieuse, même pour ces contrées, où la terre est si féconde. La république Argentine est beaucoup moins également arrosée. Dans ses immenses plaines, ses fameuses *pampas*, et à une certaine distance de ses grands fleuves, elle est assez souvent désolée par des sécheresses qui font mourir par centaines de milliers les bestiaux jusqu'à présent la seule richesse du pays. Dans la Bande Orientale, les troupeaux, toujours prospérant, se doublent avec régularité et sans interruption tous les trois ans. Leur exploitation seule modère cette progression.

3^o Enfin ce défaut presque complet d'action gouvernementale et ce désordre inouï dans toutes les branches de l'administration, qui régnait constamment à Montevideo, et dont on effrayait les cabinets d'Europe, sous le nom d'anarchie, semblaient aux Européens établis dans la Plata infinitement préférables à ce despotisme inflexible et à cette administration systématique spoliatrice que Rosas a établi à Buenos Ayres, et qu'on ventait à l'Europe sous le nom d'ordre. Il en était de même de ces guerres qui se renouvelaient sans cesse sur la Bande Orientale entre les différents partis pour la possession du pouvoir. Les Européens les préféraient à la paix établie dans la république argentine au prix de l'égorgement des populations, de l'incendie des villes, en un mot de la ruine du pays. Ces anciennes guerres en effet, ne ressemblaient en rien à celles d'aujourd'hui, que l'intervention Argentine a rendu si horribles. Cela se passait entre amis, en famille, et si quelquefois on seignait de se battre, on avait grand soin de ne pas se faire de mal. Dans une de ces guerres, par exemple, Rivera bloquant par terre Montevideo, où se trouvait Oribe, n'avait nullement interdit l'entrée des subsistances ni d'aucune autre marchandise dans la place, et il avait seulement établi un droit d'octroi à ses avant postes. Des visites s'échangeaient d'ailleurs à tout instant et en pleine sécurité entre le camp et la ville. Les étrangers naturellement ne faisaient que rit de ces sortes de guerres, et ne songeaient en aucune manière à s'en mêler. Si quelques uns d'eux en éprouvaient certains dommages bienôt re-

parés, d'autres au contraire trouvaient dans les événements des occasions de bénéfices.

Les trois causes principales que je viens d'assigner à la prospérité de la république Orientale, et la dernière n'en encore peut être que les deux autres, avaient attiré une foule toujours croissante d'émigrés européens, et ceux-ci, en quelques années, avaient en quelque sorte changé la face du pays. Ils avaient plus que doublé l'étendue de Montevideo. Après avoir entièrement couvert de maisons tout le terrain resté vacant dans l'enceinte de la vieille ville, ils avaient construit hors de cette enceinte une ville nouvelle, dont certaines rues seraient estimées belles à Paris. Lors de l'invasion argentine, Montevideo avait 50,000 habitants, et, sans cette invasion, elle en aurait maintenant 80,000, si ce n'est 100,000. Les Européens s'étaient ensuite répandus dans la campagne, sur les bords des rivières et des fleuves, y ayant établi des fermes (*estancias*) et des abattoirs (*saladeros*) pour l'élevage et l'exploitation des bestiaux. Tout cela s'était fait en cinq ans. Si elle eût joué seulement de dix années semblables, la Banda Oriental eût été sans aucune comparaison, après les Etats-Unis, le plus riche consommateur des produits d'Europe en Amérique..... Nos François surtout affectionnaient le séjour de la république Orientale. Il y en avait plus de milliers dans ce petit pays que de centaines dans l'immense République Argentine. Nos bergers et nos laboureurs basques se regardaient là comme chez eux, pour ainsi dire, et ils y avaient conservé toutes leurs habitudes nationales : se mariant entre eux, travaillant toute la semaine, allant le dimanche matin à l'église et le soir se divertissant au jeu de balle ou à la danse, toujours proprement vêtus du costume de leur pays, employant leurs premières économies à acheter ou à bâtir une maison, portant ensuite les autres chez un de nos plus riches négocians, pour qu'ils les fit passer en France à leurs familles; nos laboureurs et nos bergers basques, sans compter les négociants, les marchands et les ouvriers venus des autres parties du royaume, auraient formé à eux seuls une colonie digne de tout intérêt de la mère-patrie.

Les mêmes causes, au surplus, qui expliquent la prospérité, malheureusement passagère de Montevideo, expliquent aussi la guerre siéroce et persistante que Rosas a faite et fait encore à cette ville.

Il n'est pas besoin d'un long commentaire à cet égard. Il est bien évident, d'une part, que comme Buenos Ayriens et Buenos Ayriens imbû au plus haut degré de toutes les idées économiques du vieux monopole colonial, Rosas ne doit reculer devant aucun moyen d'arrêter les progrès d'une rivale aussi menaçante que Montevideo pour Buenos Ayres. Il n'est pas moins évident, d'une autre part qu'avec son effroyable système de despote, il ne peut pas, sans être renversé ou du moins laissé à peu près seul par la population qu'il opprime, souffrir en face de lui, à quelques lieues de distance, un gouvernement pratiquant jusqu'à l'extrême les idées de liberté.....

Il n'est pas besoin non plus d'un long commentaire, après tout ce qui précède, pour donner à prévoir ce que Rosas ferait de la Banda Oriental, s'il parvenait à se l'approprier sous le nom d'Oribe, son mannequin. La ville de Montevideo, qui est le centre d'où rayonnent la vie et la richesse dans tout le pays, devrait, comme il l'a souvent proclamé dans sa Gazette, rentrer dans son état normal, c'est à dire revenir à l'état où elle se trouvait au temps de la vice royauté et où sont restées au surplus toutes les villes de la république Argentine, sauf Buenos Ayres. Son commerce serait détruit à force d'entraves, sa population se disperserait et ses maisons tomberaient en ruines ! Je n'ai jamais rencontré dans la Plata des gens assez naïfs pour douter des projets de Rosas à cet égard.....

(*Le Constitutionnel*, du 27 septembre.)

CONGRES DE LA PAIX.

Troisième séance.—24 août.

PRESIDENCE DE M. VICTOR HUGO.

(Suite.)

M. D'Guerry, prenant un papier qu'on lui présente de la tribune : On me fait passer un mot, un nom, une date.... date dont le jour où nous sommes est l'anniversaire, date funèbre, épouvantable, qui rappelle l'assassinat en grand de la Saint-Barthélemy. (Mouvement. — Très bien ! très bien ! — Continuez !)

Hier, l'un des orateurs a dit de la papauté, du pouvoir temporel, un mot, puis il s'est arrêté, dans la crainte de me froisser peut-être. Permettez-moi de vous dire sur ce point ma pensée toute entière. Je n'aime pas les restaurations par les mains étrangères (Vifs applaudissements); mais, si vous me permettez de continuer, je n'aime pas non plus les révoltes faites au dedans d'un pays par les étrangers. (Nouveaux et plus vifs applaudissements.)

Les révoltes faites par des étrangers donnent à un peuple, dont l'édition politique n'est pas faite, une nourriture que ses fautes ne peuvent pas recevoir : les restaurations par des étrangers exigent l'emploi d'une force qui ne peut pas toujours être maintenue et qui ne fait qu'augmenter laissance du volcan.

Un jour vient celui ci s'agit et manifeste sa violence par du sang des ruines. (Très bien !)

Les moyens, en reviens au point où j'en étais avant cette digression, les moyens d'arriver au but que vous voulez atteindre, sont surtout indiqués par le cinquième article de notre programme.

Pour ce qui est de moi, et je parle aussi au nom de ceux qui sont revus du même caractère, ma vie, ma pensée, toutes mes forces seront consacrées à faire qu'il y ait moins de misère sur la terre. (Applaudissements.) Et pour qu'il y ait moins de misère, que faut-il ? que les impôts soient moins forts, et le moyen, c'est que les dépenses soient aussi moins fortes.

Si l'on ne met pas de frein aux dépenses, si l'on n'y prend garde, les hommes les plus opposés au socialisme, qu'assurément je ne veux pas défendre, finiront par prendre tant aux citoyens, sous forme d'impôts, qu'il n'y aura plus qu'un seul propriétaire, l'Etat. (Mouvements divers. — Très bien !)

Pour faire triompher la cause que nous défendons, nous avons la parole, des voix et des plumes éloquentes, la tribune et la presse, usons-en avec persévérance et nous arriverons. Déjà j'salue, dans un avenir prochain, le succès de la pacification universelle. L'idée qui nous réunit est en marche plus que jamais.

On vous disait hier que les hommes d'Etat qui président aux destinées des Etats nous regardaient, non pas avec pitié, mais avec un admiration dont on n'a pas précisé la nature. (Rires.) Mais je me souviens de cette parole de l'Evangile : Tout ce qui est vrai doit être contredit, et je crois au succès. Chaque jour la pacification universelle fait de nouveaux prosélytes. Quelques efforts, quelques progrès encore, et l'on pourra dire que le combat finit faute de combattants.

Oui, je vois dans un avenir prochain l'idée de la pacification universelle assise sur un trône de gloire, autour duquel s'embrassent les peuples de tous les continents. Au lieu de ces arcs de triomphe, qui ne rappellent que des souvenirs de batailles, nous verrons des établissements consacrés à l'industrie, les statues ne seront plus élevées qu'aux hommes qui auront fait du bien à leurs semblables, les plus magnifiques seront consacrées à ceux qui les auront le plus aimés.

Oui, je vois l'idée de la pacification universelle assise sur un trône, et j'entends ces mots retentir : L'égoïsme est vaincu, et le Christ ! le Christ ! il règne enfin sur la terre. (Applaudissements. — Trois salves de hurras.)

M. Walker, de l'état de Massachusetts, prononce en anglais un discours qui est souvent interrompu par les applaudissements de l'assemblée.

M. Fred. Bodenstedt, de Berlin. — Je commence par remercier cette assemblée de la bienveillance avec laquelle elle a accueilli hier les adresses qui lui sont arrivées d'Allemagne.

Si je prends la parole aujourd'hui, c'est que je ne veux pas qu'il soit dit que dans ce congrès l'Allemagne seule a été oubliée, et qu'il ne s'est pas trouvé un orateur pour parler en son nom.

Je vois ici beaucoup d'Anglais, beaucoup d'Américains, la Belgique et la Hollande y ont leurs représentants, les Allemands seuls y manquent, et le drapeau de l'Allemagne ne figure pas dans ces trophées.

L'Allemagne, cependant, est plus intéressée qu'aucun autre Etat à voir triompher les idées de paix, l'Allemagne qui aujourd'hui encore se trouve dans la même situation que la France il y a 400 ans.

Croyez-vous, messieurs, que nous soyons tellement enchantés de nos mille et un petits gouvernements, que nous voulions nous mêler à toutes leurs querelles ? Non, messieurs, l'Allemagne désire la paix ; aucun pays sur la terre n'a un sol aussi fertile qu'eux pour les idées, que ce congrès veut propager. (Applaudissements.)

L'Allemagne repousserait-elle les idées de paix ? L'Allemagne, cette patrie des sciences et des lettres, dans laquelle il n'est pas un hameau où les noms de Victor Hugo et Lamartine ne soient les noms populaires, où le nom de Richard Cobden ne soit prononcé avec reconnaissance. (Applaudissements.)

Ce que l'Allemagne n'a pu obtenir par les discorde-

par les querelles intestines, par la guerre, en un mot, elle le trouvera par les idées de paix. (Très bien ! très bien !)

L'orateur termine en déclarant que lui et ses amis feront tous leurs efforts pour propager ces idées en Allemagne et y organiser des comités de pacification.

M. Billecoq. Commence la lecture d'un mémoire dans lequel il s'attache à démontrer que la guerre est inévitables ; il entre dans de longues digressions qui le font deux fois rappeler à la question ; enfin sur la demande d'une grande partie de l'Assemblée, la parole lui est retirée.

M. Ch. Hindley — présente quelques observations en anglais, et continue : Je voudrais aussi ajouter quelques mots en français pour remercier l'assemblée. Je prie l'assemblée de m'excuser si je m'exprime mal dans cette langue, cela tient à ce qu'au temps de mon éducation on croiait que la guerre entre la France et l'Angleterre serait éternelle. Sans cela on m'aurait appris le français, comme le latin et le grec. (Rires, Très bien !) Je le regrette surtout en ce moment, où je ne suis ni français ni anglais, mais où je sens que je suis homme. *Homo sum, nihil humani a me alienum puto.*

L'orateur exprime de nouveau son regret de ne pouvoir s'exprimer comme il le voudrait, mais il parle du fond du cœur. (Applaudissements.)

M. Edward Myer — prononce un discours anglais sur la question du congrès à établir entre les nations.

M. Williams Browne, — ancien esclave américain, rend compte des épreuves qu'il a traversées pour arriver à la liberté.

Son discours est fréquemment interrompu et suivi de nombreux applaudissements.

La discussion sur le 3me article du programme est fermée, et l'article lui-même est adopté à l'unanimité.

La séance est suspendue pendant un quart d'heure.

A la reprise de la séance, la discussion est ouverte sur le 4me article ainsi conçu :

“ IV. Le Congrès réprouve les emprunts et les impôts destinés à alimenter les guerres d'ambition et de conquête.” (Continuera.)

QUESTION DE LA PLATA.

Voici qu'après l'imam arrive un autre ambassadeur : personne n'a parlé de celui ci encore ; il est arrivé hier de la campagne ! nous l'avons rencontré dans le monde artiste. C'est le général Pacheco. Sera-t-il plus heureux que l'imam de Mascate ? Nous verrons, ou pour mieux dire, nous avons déjà vu.

Effeuillons la question, et que d'autres la creusent ; elle en vaut la peine. Bornons nous ici à redire des bruits de salon, des causeries de fraîche date, des révélations d'hier. Le général Pacheco vient représenter à Paris les intérêts de Montevideo, ce paradis terrestre qui ne demandait qu'à être à la France, et que la stupidité des hommes d'état monarchiques a toujours abandonné pour s'occuper d'élections et de discours parlementaires. Il s'agit de renouer d'anciens traités, d'en conclure de nouveaux ; le salut de la France démocratique est peut-être au fond de cette question immense : voici d'abord ce que Montevideo demande aujourd'hui au gouvernement français ; faciliter le départ de six mille ouvriers parisiens, qui sont tout prêts au voyage, et qui veulent apporter sur les rives de la Plata leurs industries et leurs travaux. Ces hommes, déjà unis par une touchante communauté d'idées colonisatrices, formeraient l'avant-garde d'une armée de vaillants destinés à fonder une nouvelle France, dans le plus beau pays du monde, dans la Californie du soleil, des beaux fleuves et de la fécondité.

Le général chargé de cette mission est un homme très jeune encore ; il s'exprime fort bien en français ; ses connaissances sont étendues : investi d'un pouvoir suprême dans son pays, il a donné toute son affection à notre République, et il s'attend à être payé de retour. Sous peu de jours la chambre va s'ouvrir ; la question de Montevideo cédera probablement le pas à ces interminables épisodes qui n'agissent que 750 couteaux de bois ; et si enfin elle surgira dans cet océan de phrases sans voyelles dont nous sommes encore menacés, elle sera peut-être une vingtaine de fois refoulée vers le néant, par l'ombre de M. Guizot, toujours assise au festin législatif, comme le spectre au banquet de Macbeth. Tout cela est triste.

MERY.

NOUVELLES DIVERSES.

Les officiers du 20e de ligne, dont faisait partie le capitaine Gayach, notre compatriote, tué à la ville de Valen-

au siège de Rome, à la tête de sa compagnie, se sont composés pour continuer, à la mère de leur brave camarade, une pension de 360 fr., que lui envoyait volontairement son fils. De tels actes honorent ceux qui les accomplissent et portent avec eux leur éloge.

M. Ermini vient d'arriver à Paris, porteur d'une adresse votée par le gouvernement de la République de Venise à M. l'archevêque de Paris, quelques jours avant la capitulation de cette ville. On n'a pas oublié le généreux et eloquent appel que le vénérable prélat a fait aux sympathies du gouvernement français en faveur de cette malheureuse et héroïque cité.

M. l'abbé Guidet, curé à Torgis (Doubs), vient de découvrir dans cette commune une mine abondante de trépoli. La Faculté des Sciences de Besançon a fait l'analyse de cette matière, et a reconnu, assure-t-on, sa grande supériorité sur les produits de cette espèce, actuellement en circulation.

Des missionnaires apostoliques vont partir pour les Etats de l'Imam de Mascate. Deux d'entre eux doivent réider dans l'île de Zanzibar, un autre dans le Moghistan, et deux autres dans les îles de Kisichm et d'Ormuz.

L'idée fort ingénue des maisons en bois construites pour la Californie ou pour d'autres contrées lointaines promet de prendre, avant peu, une extension assez originale et que le succès pourrait peut-être bien couronner. Une société se forme, en ce moment, pour la construction de maisons de campagne portatives !! Vous découvrez dans les environs de Paris, sur une montagne, dans les bois de Fleury, de Meudon, de Fontainebleau, sur les bords de la Seine ou de la Marne, un site agréable près de quelques amis, vous louez pour la belle saison une surface de quelques mètres carrés, et vous faites venir une maison que l'on monte en vingt-quatre heures et qui est habitable aussitôt que le dernier coup de marteau est donné. De pareilles constructions vaudraient certes bien des maisons en plâtre et en briques, et nous ne serions pas surpris qu'elles devinssent bientôt à la mode.

Une correspondance de Constantinople, publiée par les Débats, contient les nouvelles suivantes :

« Constantinople, le 17 septembre,

« L'audience du cougé du prince Radziwill a eu lieu hier.

« Un ultimatum avait été remis, hier matin, par les ministres de Russie et d'Autriche : on signifiait à la porte que les relations seraient rompues le 17 au soir, si le divan persistait dans sa résolution de demander aux empereurs de Russie et d'Autriche de rester gardien des prisonniers.

« Les dispositions du divan ne paraissent pas modifiées par cet ultimatum, et dès lors une rupture de relations serait immédiate.

« Les ambassadeurs de France et d'Angleterre font tous leurs efforts pour maintenir la Porte dans ses dispositions. »

Le Courier de Marseille, du 27, après avoir rapporté une correspondance de Constantinople, qui confirme les faits qu'on vient de lire, ajoute :

« Le bruit courrait hier à notre Bourse qu'un conflit grave s'était manifesté, à Constantinople, après le départ du bateau à vapeur. On donnait, comme nouvelle positive que les ambassadeurs de Russie et d'Autriche avaient, après la réponse du divan, amené leur pavillon. On ajoutait que notre ambassadeur, M. Aupick, avait déposé la vedette pour porter les dépêches annonçant cet événement au bateau à vapeur de la correspondance, déjà parti, et qui avait été atteint au Pyrée, et que ses dépêches avaient été transmises hier à Paris, par estafette. »

Le Standard croit pouvoir assurer que pour donner une certaine satisfaction à l'Autriche et à la Russie, tout en persistant dans son refus, la Porte va donner l'ordre d'interner les réfugiés dans l'île de Candie. C'est d'après les conseils de l'ambassadeur anglois, sir Stratford Canning, qu'elle aurait adopté cette résolution.

(Journal du Havre.)

A Constantinople, le ministre des affaires étrangères, Ali-Pacha, a adressé au ministre de France et à l'ambassadeur d'Angleterre une note dans laquelle on leur pose les questions suivantes. Si ce ne sont pas les termes, c'en est le sens, du moins :

« 1^o Les traités de Kutchuk-Kaynardji et de Passarowitch donnent-ils aux deux puissances (la Russie et l'Autriche) le droit de réclamer l'extradition des réfugiés honnêtes ?

« 2^o Le refus de la Porte de livrer ces réfugiés conserverait-il une infraction aux traités ?

« 3^o Par suite de ce refus, les deux puissances pourraient-elles déclarer la guerre à la Porte ?

« 4^o Si ces puissances déclaraient la guerre à la Porte, la France et l'Angleterre soutiendraient-elles la Turquie à main armée ?

« 5^o Les réfugiés réclamés par la Russie et ils sujets de cette puissance ?

« 6^o Dans le cas où le refus de la Porte entraînerait qu'une rupture de relations entre le Divan et les ministres des deux puissances réclamantes, et un état plus ou moins prolongé de froidure et de mauvais vouloir des deux puissances à l'égard de la Turquie, la France, l'Angleterre intervoudraient-elles auprès des deux puissances pour rétablir les relations sur leur ancien pied ?

Aussitôt après avoir reçu cette communication, les ambassadeurs de France et d'Angleterre se sont unis pour consérer, et ils ont décidé d'y répondre de suis par une note collective qui a été remise dans la journée du 16 septembre au ministre des affaires étrangères les premiers dragmans de ces ambassades, MM. Coret Pissani.

La réponse formulée par les deux ambassadeurs dans leur note collective peut se résumer ainsi :

« Sur la première question : Non, les traités de Kutchuk-Kaynardji et Passarowitch ne confèrent pas ce droit à l'Autriche et à la Russie.

« Sur la deuxième question : Non, le refus de la Porte ne constituerait pas une infraction aux traités.

« Sur la troisième question : On ne saurait admettre que ce refus puisse être suivi d'une déclaration de guerre, et une pareille déclaration, si elle avait lieu, n'aurait pas de justification.

« Sur la quatrième question : Les deux ambassadeurs ne sauraient garantir le concours des forces armées de la France et de l'Angleterre, qu'en vertu d'instructions spéciales.

« Sur la cinquième question : Il est possible que quelques-uns des réfugiés réclamés par la Russie soient étés ou soient encore sujets de cette puissance ; mais, pour la généraliser, il est incontestable que les réfugiés dont on réclame l'extradition ne sont pas sujets russes.

« Sur la sixième question : Oui, la France et l'Angleterre intervoudraient activement auprès de la Russie et de l'Autriche pour rétablir la bonne intelligence et les bonnes relations entre ces deux puissances et la Porte. »

(Journal du Havre.)

UN APOLOGUE.

Il y avait une fois un monsieur qui avait gagné un éléphant dans une loterie.

Cet éléphant était superbe, et peu cher au prix qu'il avait coûté au gagnant.

Mais le monsieur n'avait aucun endroit pour le mettre. Personne ne voulait l'en débarrasser.

Il l'aurait bien lâché dans les rues, mais il avait peur de la loi.

Il était trop humain pour le laisser mourir de faim.

Il n'osait pas le tuer.

Bref, le monsieur se trouvait dans un état de perplexité bien naturel chez un homme ayant une très grande fortune, une petite maison, des sentiments d'humanité, — et un éléphant.

La France a gagné son éléphant à Rome.

Mais elle ne sait que faire de lui.

Elle ne peut soutenir le pape et les cardinaux, parce qu'elle est intervenue en faveur de la liberté.

Elle ne peut soutenir les républicains, parce qu'elle est intervenue dans la cause du pape et des cardinaux.

Elle ne peut agir contre l'Autriche, parce que la France est conservatrice pacifique.

Elle ne peut continuer de maintenir son armée à Rome, parce que cette armée n'y est pas traitée avec respect.

Elle ne peut retirer son armée de Rome, parce que ce serait se rendre ridicule.

Elle ne peut aller en avant, parce qu'elle a insisté pour que le peuple romain allât en arrière.

Elle ne peut aller en arrière, parce que le peuple français insiste pour qu'elle aille en avant.

Elle ne peut choisir la mauvaise voie, parce que l'opinion publique l'a contrainte à entrer dans la bonne.

Elle ne peut choisir la bonne voie, parce que son manque d'honnêteté l'a forcée de choisir la mauvaise.

En un mot, elle est prise entre les cornes d'un dilemme, et, plus elle se trémousse, plus elle sent les pointes desdites cornes, qui ont fini par la clouer à l'instant d'un scarabée dans une collection exposée aux regards des curieux, comme un échantillon de l'espèce légère et papillonnante de l'entomologie politique.

Pauvre France ! Personne ne voudra donc la débarrasser de son précieux lot ?

(Semaine.) (Punch ou Charivari de Londres.)

POST—SCRIPTUM.

C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris que la lettre insérée dans le PATRIOTE du 12 avait été interprétée contrairement à l'inspiration qui l'avait dictée.

L'auteur de cette lettre, tout en rendant justice au sentiment de susceptibilité manifesté par la Compagnie de Débarquement des marins français, déclare qu'il n'est jamais entré dans ses intentions d'insulter ni le chef, ni les hommes de cette Compagnie, pas plus que de les rendre possibles des ordres supérieurs qui ont pu, ou qui peuvent leur être donnés.

La lettre étant écrite dans un style qui prête à l'équivoque, nous croyons devoir faire cette déclaration, pour éviter toute fausse interprétation, et parce qu'elle nous semble d'autant plus juste, qu'elle ne nous est imposée, que par notre conscience.

Remate.

POR COURRAS SMITH Y COMPAÑIA.

En los almacenes ou la Colecturia General.

El jueves 20 del presente a las 11 de la mañana, se procederá a la venta a la mas alta postura, por orden de los Sres. Smith Hermanos y Comp^o, y cuenta de quien corresponda, de los siguientes artículos depositados en los almacenes arriba nombrados,—a saber:

200 atados planchas de fierro de diferentes dimensiones.

160 idem planchuelas de fierro surtidas.

181 idem fierro en barras, rendendo y cuadrados de diferentes dimensiones.

904 barras de fierro redondo y cuadrado.

160 atados arcos de fierro surtidos.

152 rollos jarcia de 65 y 130 brazas cada uno, surtido de grosores desde 1/2 hasta 4 1/4 pulgadas.

3 anclas de diferentes grandors.

4 cadenas de fierro.

1 de 60 brazas de 3/4 pulgadas.

1 de 45 " de 7/8 "

1 de 60 " de 15/16 "

1 de 60 " de 1 "

10 canastas loza.

Todo lo que antecede estará a la vista en el acto de la venta.

Teatro Nacional.

COMPANIA RAVEL.

DIRIGIDA POR CARLOS WINTHER.

El Domingo 16 Diciembre.

PRIMERA PARTE.

GRANDES DANZAS EN LA CUERDA.

Este difícil trabajo que tantos aplausos le ha merecido al Sr. Winther, lo ejecutará sin balanza; siendo el único en su género. Bailarán también la niña de 3 años Le Petit Amour et le Jeune Américain. Le Petit Amour ejecutará el Solo Ingles.

SEGUNDA PARTE.

LA JOTA ARAGONESA.

Bailada por L. Ferin, el jóven Americano, y las señoritas Flora y Julia Lehmann; por la primera vez. Intermedio 15 minutos.

TERCERA PARTE.

EL DIABLO ROJO.

Bail. cómico en un acto, en el cual el Sr. Winther ejecutará el rol de Betoncho, criado de Mr. de Lavallier.

Albert de Silesia, propietario, Mr. Deloney.—Mlle Elocé, hija del mismo, Mme. Winther.—Mr. de Lavallier, Ferin.—Betoncho, criado del mismo, C. Winther.—Hilarion, amante de Elocé, Mlle Carolina.—Bertine, criada de Elocé, Mlle Julia.—Atour, Mlle Flora.—El Diablo Rojo, A. Lehmann.—Paisanos, escribanos, etc.

CUARTA PARTE.

LA POLKA DE BOHEMIA.

Bailada por las señoritas Flora y Julia Lehmann. Intermedio 15 minutos.

QUINTA PARTE.

COMBATE DE PUJILATO.

Ejecutado por los Sres. A. Lehmann y Deloney.

SESTA PARTE.

GRAN CUADRO.

EL SACRIFIO DE ABRAHAM.

Cuadro histórico ejecutado por cuatro jóvenes e iluminado con fuego blanco.

Los palcos se venden en la calle da Buenos Ayres,

Nº 106 A las 8 1/2.

AVISO DEL DIRECTORIO DE ADUANA

Habiéndose verificado el viernes 30 del pasado la Junta General á que convocó el Directorio para decidir la reunion á esta Sociedad, de los portadores de títulos procedentes de los varios ramos que contribuyeron á la compra de los derechos de duana de 1850; y habiéndose resuelto de conformidad por todos los asistentes y los legítimamente representados, en número de ciento cuatro accionistas, sin mas oposición que la de veintinueve individuos, que abandonaron la reunion antes de votarse el asunto para que fué convocada, se avisa á todos los interesados para que, al tenor de la Resolucion General que se reproduce á continuacion, se presenten con sus títulos desde el lunes 3 del presente en la Contaduría del Directorio, á hacerlos reconocer y anotar para los efectos consiguientes.

RESOLUCION.

Autorizase al Directorio para que previa acquiescencia de todos los Contribuyentes á la Compra de las Rentas de Aduana de 1850 y 1851, ó de la parte de los mismos que quieren presentarla, se les incorpore a la actual Sociedad; en la que a la par de los accionistas de la presente, se les considerará en perfecta igualdad de derechos, obligaciones y privilejos, sin distinción de origen et los titulos por que vengan a ser miembros de ella.

Montevideo, Diciembre 1º de 1849.

Avis au Public.

Nouveau procédé pour guérir les cors aux pieds. S'adresser calle del Uruguay, n.º 60, depuis 3 heures jusqu'à 5 heures de l'apres midi. On ne paye qu'apres parfaite guérison.

AVIS.

M. Auguste Chadasau, prévient le public et principalement les cafetiers, qu'il vient d'ouvrir une fabrique de liqueurs et de sirops, dans la rue du 18 Juillet n.º 82; il prévient aussi les amateurs de bon goût qu'il a reçu de France, toutes espèces de jus et fruits pour faire toutes sortes de sirops, comme sirop de limon ou de citron, idem de vinaigre, idem de vinaigre framboisé, idem de groseille, idem de framboises, idem d'orgeat, idem orangeade, le tout au prix d'une pataque la bouteille et 84 400 réis la douzaine.

On trouvera dans le même établissement toutes sortes de jus de fruits pour faire les gelées et glaces et un grand assortiment de liqueurs et d'eau de vie à un prix très modéré.

Hôtel de la Marine

RUE VINGT CINQ MAI, N° 81.

Cet établissement se recommande par la perfection de tout ce qu'on y sert journallement.

M. Guillot son directeur, qui a été cuisinier de plusieurs notabilités, s'empresse toujours de mériter la confiance des personnes qui voudront bien l'honorer de leur patronage.

Il se charge aussi des commandes en ville, et des dîners les plus distingués.

Dans la même maison, on loue des appartemens commodes et très agréablement situés, on assure les personnes qui les loueront, de soins assidus.

AVIS.

M. Deoseaux chirurgien et dentiste, membre titulaire de la Société Nationale d'Emulation du département de la Vienne, a l'honneur de prévenir le public, qu'il se charge de nettoyer la bouche, et de toutes les opérations concernant la dentition; il cauterise les dents d'après le procès nouveau de MM. Desirabode et Fattet.

Il se charge également de toutes les opérations relatives à l'histoire naturelle; empailler et mettre en peau, ou classer tous les objets qu'on voudra bien confier à ses soins.

On trouvera aussi chez lui, l'Elixir Odon-talgique et le Beaume de Comping, contre les hemorroïdes, crachement de sang; chlorose, affections cancéreuses, crevasses ausein et fleurs blanches, etc., etc.

S'adresser tous les jours de 8 heures du matin à 4 heures du soir, rue de Buenos Ayres, n.º 212.

REFUTACION

A LAS

CALUMNIOSAS IMPUTACIONES

DE LA

"PRESE" Y DU "COURRIER DU HAVRE"

Hechas á la benemérita población francesa

EN EL PLATA

por

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

Con este título, se ha publicado un folleto en 4º de 26 páginas, por la imprenta URUGUAYANA; Se vende en la Librería Nueva, calle del 25 de Mayo Nros. 230 y 232, al infimo precio de 6 vintenes con el solo objeto de costear al impresor.

AVIS DIVERS.

A Vendre.

a très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iodure de Potassium, iodé Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaire, Canules à injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensorium, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convencion, n.º 145 et 147, au détour de la pharmacie du Lion D'or.

montrichar.

RUE DU JUNCAL, N° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met à neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure à simple et double détente.

De la place de la Matriz esquina du Cabildo on voit l'enseigne

AVIS.

Nous recommandons à l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer à la mendicité, à mieux aime, quelque pénible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Français lui donneront la préférence pour leur consommation domestique.

LA CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,

Premulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRANCAIS rue Perez Castellanos n.º 162.

A vendre

Un billard à un prix modéré, s'adresser de Zavala n.º 93.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, où il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer à ses habitans qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le défunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment dents naturelles idem de composition dites corruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honor de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile.

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missions, n.º 118.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser à M. Auguete, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Buenos Ayres n.º 215.

Il prévient aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Nous invitons les personnes qui désireraient se procurer le premier ouvrage en entier la collection des SEPT PECHES CAPTAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal, où il n'est en vente que très peu d'exemplaires.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n.º 1, a l'honneur de prévenir les élégants de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravates de satin, du dernier goût, qu'il vendra au plus juste prix.

Les ouvrages suivants reliés ou brochés en vente à l'imprimerie du Patriote. Les Peches Capitaux,—L'Orgueil. Les Peches Mignons. Gingènes ou Lyon en 1793. Les Mystères de l'Inquisition. La Gorgone. Le Juif-Errant. Les Mystères de Paris. Tous ces ouvrages se vendent au Rabat.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur. Les Mystères de Sainte Hélène. Le Sansonnet.

Imprimerie du PATRIOTE FRANCAIS, rue Perez Castellanos, n.º 162.